



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 9 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Richard Laleu

La Tétaude
86240 Iteuil

Références : 2025 1438 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} octobre 2025 dans l'établissement Richard Laleu implanté La Tétaude 86240 Iteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Richard Laleu
- La Tétaude 86240 Iteuil
- Code AIOT : 0007201479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Spécialisée après guerre dans le papier alimentaire puis dans le pot de yaourt, l'entreprise familiale Richard Laleu met au point l'ajout de paraffine sur le carton augmentant le délai de conservation. Entreprise s'est spécialisée dans l'imprimerie et la fabrication d'emballage à contact alimentaire dans le secteur du laitier puis le camembert à pâte molle. Le process de fabrication permet au produit de finir son affinage une fois emballé.

Plusieurs secteurs de fabrication sont présents au sein des locaux.

Transformation du papier avec l'ajout de paraffine, contrecollage (ex: pointe de brie), bobinage et étiquettes à apposer directement sur le produit.

Le 1^{er} avril 2024, la société Richard-Laleu a été rachetée par le groupe Brodart, fabricant de packaging et étiquettes dont le siège social est situé à Troyes dans l'Aube.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets Aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, article 8.2.3.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 21/09/2017, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Collecte des eaux d'extinction	AP complémentaire du 21/09/2021, article V l'article 7.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Caractérisation des pollutions	Arrêté préfectoral complémentaire du 24/07/2025, article 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, article 3.2.3.3	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 21/09/2021, article 7.5.3	Levée de mise en demeure
6	Plan de gestion des solvants (PGS)	AP Complémentaire du 21/09/2021, article 3.2.3.5	Levée d'astreinte
7	Rapport de base (dossier de réexamen IED)	Arrêté d'astreinte administrative du 25/07/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport de base (réexamen IED) a été transmis le 10 octobre 2024. Il est proposé de lever l'arrêté d'astreinte du 25 juillet 2024,

L'exploitant doit en revanche :

- compléter les analyses des rejets aqueux ;
- lever les non-conformités relatives à la protection contre la foudre ;
- consolider l'analyse des besoins en eau et de la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- finaliser le projet d'implantation du réseau piézométrique et établir un programme d'investigations gaz de sols / air.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets Aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, articles 4.3.8.1 / 8.2.3.

Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 4.3.8.1. Rejets de la lagune

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur :

Débit de référence	Moyen journalier :	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	150	2,3
DBO5	100	1,5
DCO (échantillon non filtré)	300	3
Indices hydrocarbures	5 mg/l	-

Article 8.2.3. .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
pH	Sur 24 h	1 fois/an	annuelle
DCO	Sur 24 h	1 fois/an	annuelle
DBO5	Sur 24 h	1 fois/an	annuelle

Constats :

Le jour de l'inspection, l'IIC consulte le rapport d'analyses des eaux de rejets émis par CEDDEC, datant du 26 mars 2024.

Les rejets analysés concernent :

- le rejet du bassin d'eau pluviale (issue de la toiture du biofiltre et du bâtiment logistique), au sud-est ;
- le rejet du réseau d'eau pluviale du parking et des eaux de toiture du bâtiment production, au nord-ouest ;
- le forage (eau de la pompe à chaleur rejetée dans le milieu naturel) ;
- le rejet du lagunage naturel de traitement des eaux usées (eaux vannes, cuisine, sanitaires), au nord-est visé par l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral.

L'inspection des installations classées (IIC) a reçu le 25 novembre 2025, le rapport de vérification des eaux de rejets émis par CEDDEC, datant du 23 septembre 2025.

Les analyses portent sur les paramètres définis dans l'arrêté préfectoral n°2017-DRCLAJ/BUPPE-145 du 21 septembre 2017. Les résultats sont en deçà des limites définies dans l'arrêté préfectoral.

Bien que les valeurs limites de concentration (VLC) des 3 premiers rejets listés supra ne soient pas portées dans l'arrêté préfectoral, ces rejets doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (AM98).

<p>Les concentrations en DCO et DBO5 de ces 3 rejets respectent les attendus. Les paramètres matières en suspension (MES) n'ont cependant pas été analysés pour ces 3 rejets, ni le paramètre hydrocarbures pour le rejet des eaux de ruissellement du parking.</p> <p>VLC de l'AM98 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension 100 mg/l, si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - Hydrocarbures totaux 10 mg/l, si le rejet dépasse 100 g/j.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète les analyses pour les 3 rejets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejet du bassin d'eau pluviale (issue de la toiture du biofiltre et du bâtiment logistique), au sud-est : paramètre MES - le rejet du réseau d'eau pluviale du parking et des eaux de toiture du bâtiment production, au nord-ouest : paramètres MES et hydrocarbures - le forage (eau de la pompe à chaleur rejetée dans le milieu naturel) : paramètres MES
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2017, article 3.2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Le total des émissions de COV calculé d'après le Plan de Gestion des Solvants est inférieur à 3.5 g de COV par m² de surface revêtue/imprimée.</i></p> <p><i>A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier que:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions diffuses de COV calculées d'après le Plan de Gestion des Solvants représentent moins de 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée et que - les émissions de COV dans les gaz résiduels sont inférieures à 20 mg C/Nm³ <p><i>L'efficacité du système de traitement est d'au moins 90 %.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard des données disponibles dans le Plan de Gestion des Solvants (PGS), soit 326 901 kg de solvants consommés pour 18 786 216 m² imprimés, le taux s'établit à 17,4 g de COV par m², supérieur au taux prescrit de 3,5 g de COV par m².</p> <p>Cependant :</p> <p>Le (PGS) établi au titre de l'année 2024 montre un taux d'émission diffuse de 7,1 % ;</p> <p>L'exploitant présente le rapport de contrôle des rejets atmosphériques établi par Ginger Leces le</p>

<p>18 juillet 2025 : les résultats des analyses sont respectivement de 6,16 mg C/Nm³ et 98,78 % pour les émissions de COV et le rendement du biofiltre.</p> <p>L'exploitant respecte donc les attendus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2017, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour l'inspection, l'IIC contrôle le Q18 émis par Véritas, datant du 21 avril 2025, concluant à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion Également analysé le rapport des installations électriques émis par Véritas, datant du 18 avril 2025, ne relevant pas de non-conformité. Seule l'analyse foudre datant du 20 septembre 2024 est non conforme en l'absence de Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). L'exploitant est en attente du DRPCE finalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le DRPCE et lève les non-conformités de l'analyse foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2021, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. [...]</i></p>
<p>Constats :</p>

<p>Le jour de la visite, l'exploitant présente les différents rapports de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de vérification des extincteurs et l'attestation Q4 émis par EMI 79 datant du 30 octobre 2024 est conforme. - Le rapport de vérification des 14 RIA et 4 PIA émis par Somex datant du 26 novembre 2024 est conforme. - Le rapport de vérification des systèmes de désenfumage et l'attestation Q17 datant du 19 mai 2025 émis par Kings Pan Light Air fait apparaître un exutoire défaillant. Ce dernier a fait l'objet d'une maintenance le 1er août 2025. Le dispositif de désenfumage est désormais conforme. Les deux derniers points avaient fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 22 juillet 2022. L'exploitant respecte à présent l'article 7.5.3 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2021. L'IIC propose de lever la mise en demeure sur ces points.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Collecte des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2021, article V de l'article 74.1
Thème(s) : Risques accidentels, rétention eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, le bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées est vide. Les deux lagunes ont un niveau correspondant, selon l'exploitant, au fonctionnement normal. Une capacité de rétention est réservée. L'exploitant a transmis le 5 décembre 2025 par courriel une étude D9 et D9A faite par ses soins et indique vouloir faire réaliser une étude externe pour confirmer les résultats.</p> <p>L'exploitant conclut que les aménagements du site offrent une capacité de rétention totale de 2 339 m³, suffisante pour retenir le volume total de liquide à confiner estimé à 1 710 m³. L'exploitant prend en compte les capacités de rétention suivantes :</p> <p>zone principale</p> <ul style="list-style-type: none"> - lagune bassin 1 (contenant 200 m³ d'eau) : 184 m³ - lagune bassin 2 (contenant 205 m³ d'eau) : 395 m³ - rétention entrée B : 600 m³ - volume en surface rétentive (9 967 m² x 10 cm) : 996,7 m³

zone encres - zone station encre (bâche déportée vide) : 120 m ³ - volume en surface rétensive (457 m ² x 10 cm) : 45,7 m ³
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira l'étude externe justifiant les besoins en eau (avis du SDIS attendu) et les volumes de rétentions sont adaptés. Il doit par ailleurs préciser : - via un schéma / plan, l'emplacement des différentes zones de rétention ; - comment sont maintenues et contrôlées les capacités de rétention des lagunes ; - comment sont obtenues les 10 cm de hauteur des surfaces rétentes En outre, l'étanchéité des différentes capacités de rétention doit être démontrée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 2 mois

N° 6 : Plan de gestion des solvants (PGS)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/09/2021, article 3.2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant met en place un PGS mentionnant les entrées et les sorties de solvants de l'installation tel que défini à l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</i>
Constats : Le PGS pour l'année 2024 fait état de 327 tonnes de solvants entrants pour une consommation de 199 t (correspondant à la quantité entrante à laquelle est soustraite la quantité de solvants souillés, traités par Véolia hors site). La part non captée s'élève à environ 22 t, soit une part de diffus de l'ordre de 7,1 %.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport de base (dossier de réexamen IED)

Référence réglementaire : Arrêté d'astreinte administrative du 25/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : <i>La société Richard Laleu, numéro SIRET 325 680 619 00021, dont le siège social est situé lieu-dit La Tétaude 86240 Iteuil, est rendu redevable, pour ses installations situées à la même adresse, d'une astreinte dont le montant journalier répond au phasage suivant des actions de remise en conformité jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022 susvisé :</i> <ul style="list-style-type: none"> • remise d'un rapport de base ou, à défaut, d'un document justifiant de sa non-remise [...]
Constats :

Le rapport de base a été transmis le 10 octobre 2024. Il complète le dossier de réexamen IED transmis le 9 décembre 2022. L'instruction de ces documents a abouti à la signature, le 24 juillet 2025, d'un arrêté préfectoral complémentaire imposant, notamment, des investigations complémentaires dans les milieux air / eaux / eaux souterraines.

Il est proposé de lever l'arrêté d'astreinte, sans recouvrement.

Type de suites proposées : Levée d'astreinte sans recouvrement

N° 8 : Caractérisation des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 24/07/2025, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, pollutions

Prescription contrôlée :

I. Investigations complémentaires

Gaz de sols / air

Trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant définit un programme d'investigations complémentaires dans les gaz de sols et l'air ambiant des bâtiments, menée a minima par le biais de deux campagnes de diagnostics par an, en période hivernale et en période estivale, dans les zones polluées mises en évidence dans le rapport de base. [...]

Eaux du robinet

Six mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse de qualité des eaux de robinet est réalisée afin d'évaluer la voie d'exposition par ingestion d'eau pouvant être impactée par le transfert des polluants identifiés dans le dossier de réexamen du 8 novembre 2022 susvisé et le rapport de base transmis par courrier du 10 octobre 2024 susvisé.[...]

Eaux souterraines

L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines au moyen d'un réseau de piézomètres dont le nombre est défini sur la base d'une étude hydrogéologique. Le nombre de piézomètre est a minima de trois, l'un étant situé en amont hydraulique et les deux autres en aval du premier.

Le réseau de piézomètre est surveillé et entretenu de manière à garantir l'efficacité des ouvrages, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.[...]

II. Plan de gestion

Au vu des résultats des investigations complémentaires objet du I. du présent article, l'exploitant produit un mémoire complémentaire au rapport de base

III. Échéances de réalisation

Le programme d'investigations est défini dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Le plan de gestion est transmis au préfet dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

L'exploitant travaille en collaboration avec Ginger BURGEAP afin de répondre aux demandes d'investigations complémentaires dans les milieux air / eaux / eaux souterraines prescrites.
L'exploitant a transmis à notre service le 27 octobre 2025 l'étude hydrogéologique, datant du 13 octobre 2025.

Le programme d'investigations gaz de sols / air n'a pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La définition du réseau piézométrique est à finaliser (3^e piézomètre en aval à prévoir).
Le programme d'investigations gaz de sols / air est à établir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois